

Pour une politique étrangère suisse en faveur de la protection des droits humains au Honduras

Pétition à l'intention du Conseil fédéral

Mesdames les conseillères fédérales, Messieurs les conseillers fédéraux,

Nous, organisations soussignées, suivons avec une grande inquiétude l'évolution récente de la situation au Honduras. Malgré toutes les assurances données, selon lesquelles la situation se normaliserait, nous constatons que les droits humains continuent à y être massivement violés et que l'on ne saurait parler d'un retour à un ordre constitutionnel. En outre, le putsch qu'a vécu ce pays peut être compris comme un avertissement lancé aux gouvernements d'Amérique latine dont les politiques tiennent mieux compte des besoins de la population et qui se développent de manière autonome aux plans politique et économique.

Inquiets de la situation au Honduras, nous vous demandons de toute urgence de jouer un rôle actif pour qu'il soit mis fin aux violents abus de pouvoir que les puissants font subir à la population et pour qu'une solution fondamentale – comme celle formulée par le Front populaire de résistance nationale (FNRP) – puisse être trouvée aux problèmes existants.

Toujours pas d'ordre constitutionnel malgré les élections

Il y a de cela bientôt une année, le 28 juin 2009, le président démocratiquement élu Manuel « Mel » Zelaya a été renversé par l'armée et, en violation de la constitution, expulsé du Honduras vers le Costa Rica. Le gouvernement de Roberto Micheletti, qui lui succéda de facto, a empêché de diverses manières un retour à l'ordre constitutionnel, c'est-à-dire un retour du président Zelaya. Les « élections » du 29 novembre 2009 se sont déroulées dans un climat de répression politique et en l'absence d'une vraie liberté d'opinion ; elles furent d'ailleurs largement boycottées. Un gouvernement élu dans de telles conditions est illégitime. Un putsch militaire ne doit pas non plus pouvoir se faire légitimer par de prétendues élections, pour devenir ensuite la normalité. C'est pourquoi nous soutenons la revendication du FNRP, à savoir que ni Porfirio Lobo Sosa, ni son gouvernement ne soient reconnus comme des représentants légitimes du peuple hondurien.

Impunité pour des violations graves des droits humains

Depuis le putsch militaire, malgré des violations massives des droits humains, l'impunité règne au Honduras. Ces violations se poursuivent même après l'arrivée du gouvernement illégitime Lobo, à fin janvier 2010 : des dirigeant-e-s d'organisations paysannes, de syndicats et d'organisations des droits humains, mais aussi des journalistes sont victimes d'intimidations et de répression. Uniquement entre février et fin avril 2010, sept journalistes, quatre syndicalistes et plusieurs membres de l'organisation paysanne MUCA ont été assassinés. Dans tous ces cas, aucune enquête sérieuse n'a été menée à ce jour et il a encore moins été question d'établir l'identité des responsables et de les traduire en justice. La justice défend les intérêts des détenteurs du pouvoir économique ; elle a même juridiquement approuvé le putsch militaire de l'an dernier. Pour ce faire, elle s'est servie de la constitution de 1982 qui les privilégie unilatéralement, limite l'influence des instances étatiques et empêche pratiquement celle du peuple de s'exercer.

Un des premiers actes administratifs du « gouvernement » Lobo a été d'amnistier les personnes qui ont participé au putsch. La « Commission de la vérité » mise en place par le même « gouvernement » se fonde sur cette impunité et ne saurait contribuer à clarifier les événements.

Aggravations des problèmes sociaux

Sous la présidence Zelaya, des réformes limitées du droit du travail et du droit rural avaient été réalisées en faveur de la population pauvre. Le « gouvernement » Lobo est, dans l'intérêt de l'oligarchie, immédiatement revenu sur ces réformes. Depuis lors, les rapports de travail sont de plus en plus flexibilisés, si bien que les salarié-e-s doivent travailler plus, mais reçoivent moins que le salaire minimum. Les paysans et les paysannes sont chassés de leurs terres par les grands propriétaires terriens et des régions entières sont militairement occupées.

Il faut intervenir avec détermination pour protéger la population

En l'absence d'une intervention déterminée de la communauté internationale, la population hondurienne restera livrée à la répression et à l'arbitraire des élites militaires, politiques et économiques.

C'est pourquoi nous demandons au Conseil fédéral d'agir concrètement pour la protection de la population hondurienne et de soutenir une démocratisation du pays, comme l'exprime le FNRP dans ses propositions et revendications. L'assemblée constitutionnelle qu'il demande – elle doit réunir l'ensemble des secteurs de la population – est la base d'une solution pacifique de ce conflit.

Nous demandons en particulier ceci :

- La Suisse doit reconnaître le Front populaire de résistance nationale (FNRP) comme force politique du Honduras et établir des contacts permanents avec lui afin de s'informer de la situation politique et des violations des droits humains.
- La Suisse doit s'engager pour que des organisations internationales entreprennent sans délai une enquête indépendante et exhaustive sur les événements qui ont accompagné le putsch militaire du 28 juin 2009, ainsi que les assassinats et les autres violations des droits humains commis depuis lors.
- La Suisse doit s'engager pour que les responsables des assassinats de représentant-e-s du mouvement de résistance, ainsi que d'autres violations des droits humains rendent compte de leurs actes.
- La Suisse doit s'engager pour que toute l'armée retourne immédiatement dans ses casernes et ne soit plus engagée contre la population.
- La Suisse doit s'engager pour que la liberté d'expression soit garantie, pour que les protestations de la population ne soient plus criminalisées et pour que l'ensemble des exilé-e-s puissent retourner sans condition au pays.
- La Suisse doit garantir que la coopération au développement ne sera maintenue que là où elle sert à la population et renforce les droits humains. La coopération suisse au développement ne doit en aucun cas profiter au gouvernement illégitime.

Organisations signataires :

arbeitskreis tourismus & entwicklung

ACAT-Suisse (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture)

Alliance Sud – communauté de travail Swissaid, action de carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas, Eper

ASK – groupe de travail Suisse-Colombie

Asolatino

Association km207 Guatemala-Suisse

attac suisse

Brücke – Le Pont

CETIM

CGAS – Communauté genevoise d'action syndicale

comedia, le syndicat suisse des médias

E-Changer

EvB – Déclaration de Berne

Fédération syndicale mondiale

GSsA – Gruppe pour une Suisse sans armée

Guatemala-Netz Zürich

GVOM – Groupe Volontaires Outre-Mer
medico international

OeME-Kommission der Stadt Bern

OSEO – Oeuvre suisse d'entraide ouvrière

Parti du Travail Suisse

Red Latinoamericana

SEV – Syndicat du personnel des transports

SOLIFONDS

Syndicat de la communication

Parti socialiste Suisse

terre des hommes suisse

Theologische Bewegung für Solidarität und Befreiung
(TheBe)

Unia – le syndicat

USS – union syndicale suisse

VPOD-SSP

ZAS – Zentralamerika-Sekretariat